

Espèces protégées

M Le commissaire enquêteur, je me pose des questions sur la non présence d'une demande de dérogation espèces protégées dans le dossier.

L'article 411-1 du code de l'environnement précise ceci :

- « [...] sont interdits :
1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, **la perturbation intentionnelle**, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat »

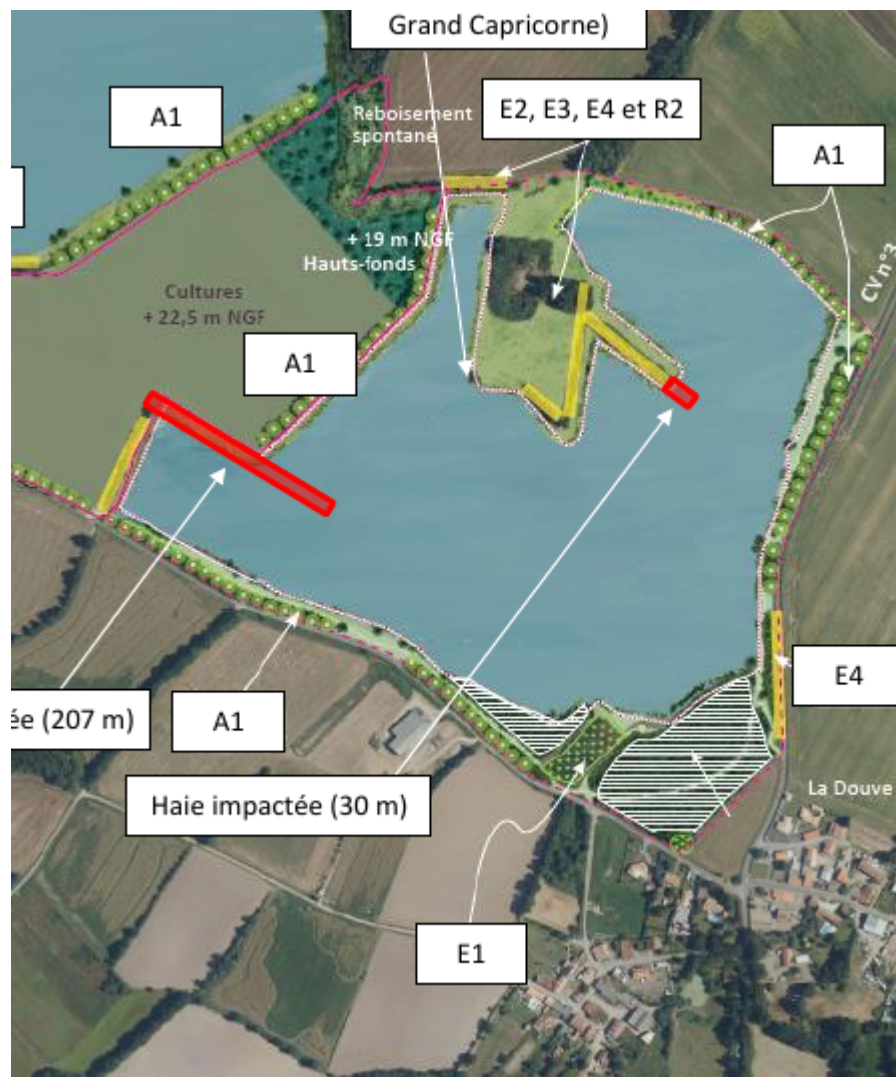
En effet, l'extraction du sable se fait avec des machines qui font du bruit, entraîne des vibrations par le sol, machines qui bougent, tournent, se déplacent dans l'espace, accélèrent le régime moteur, coupent le moteur, démarrent. Tout ceci entraînent une gêne intentionnelle et perturbent les espèces protégées.

La carte de la situation projetée à échéance d'extraction me pose question tant les limites sont proches des zones de nidifications possible à certaines (rond noir sur la carte). Quelle est le réel impact de ces mesures si une énorme machine se trouve en immédiate proximité de zones d'habitats, de nidification, de repos ou de chasse ?

Voici les zones des milieux évités (figure 39 p297 des Annexes de l'Étude d'impact):



Et voici la zone projeté à la remise en état (page 304 des Annexes de l'Étude d'impact :



On remarque tout d'abord que le pétitionnaire met une limite au plus proche des zones où ont été observés les espèces protégées. C'est toute la problématique que je soulève par cette contribution : il n'y a aucune mesure d'évitement ou de réduction pour la perturbation intentionnelle des espèces protégées en phase exploitation si ce n'est une mesure de réduction d'éclairage (R2.1k) qui n'est pas suffisante !

Il y aura avec certitude perturbation intentionnelle des espèces protégées présentes sur ce nouveau site d'extraction ce qui nécessite une dérogation.

Cette dérogation étant une contrainte compliquée à contourner, le pétitionnaire néglige donc la **perturbation intentionnelle**.

Le pétitionnaire, par cette étude environnementale, connaît les zones où son activité perturbera les espèces protégées, perturbera le milieu (aire de repos, aire de chasse, aire de reproduction...) Lors de la phase d'exploitation, la perturbation de ces espèces protégées ne sera pas encadrée par un arrêté de dérogation.

Notons également l'effet cumulé carrière/pratiques agricoles peu propice à ces espèces : la

présence de cette carrière facilitant l'accès au sable, augmente la présence de production légumière impactant énormément le milieu et force les espèces à migrer pour trouver des milieux plus propices à leur survie. L'utilisation de plastique sur des hectares de cultures, l'accaparement de l'eau, la présence d'hectares de GAP (grands abris plastiques) sont autant d'impacts sur les espèces protégées non pris en compte. **Une mesure d'évitement serait de ne plus alimenter en sable pour la production agricole car il est tout à fait possible de produire des légumes sans sable.**

- Suppression de la haie ouest

L'OFB réclame au pétitionnaire une demande de dérogation espèces protégées pour la suppression de la haie sur 207m à l'ouest de l'extension (avis de l'OFB de 2023)

5. Compléments et précisions à l'observation 4.3 de l'avis OFB

Le pétitionnaire maintient son projet d'arrachage d'une haie de 207 mètres à l'ouest de l'extension, le justifiant par des contraintes techniques d'exploitation.

L'inventaire naturaliste n'a pas pointé d'espèces d'oiseaux à enjeu particulier. Seule la Tourterelle des bois (non protégée) niche potentiellement dans cette haie. Toutefois, il faut souligner la **présence d'espèces d'oiseaux protégées dans des haies à proximité immédiate** et constituées des mêmes essences. Cela permet de supposer l'utilisation de cette haie comme habitat, zones d'alimentation et de repos des espèces de passereaux protégées notamment. En conséquence, une **demande de dérogation Espèce protégée pour la suppression de cette haie** est à formuler par le pétitionnaire.

6. Compléments et précisions à l'observation 4.4 de l'avis OFB

La dépression présentée initialement et dont l'intérêt était à détailler est supprimée du projet. Cela répond aux remarques et évite la mise à l'affleurement de la nappe.

7. Conclusion

La note complémentaire fournie par le pétitionnaire répond en partie aux attentes formulées sur les aspects biodiversité du projet. La suppression d'une haie de 207 m reste le point le plus préjudiciable à la biodiversité, notamment pour l'avifaune protégée. **Une demande de dérogation pour la destruction d'habitat d'espèces protégées est attendue.**

Notre service reste à votre disposition pour tout complément que vous jugeriez nécessaire.

Le directeur régional adjoint
Pays de la Loire



Aurélien VIAU

Malheureusement cette demande n'est pas suivie des faits par le pétitionnaire.

La DREAL explique

Avis de l'inspection des installations classées : Même si aucune espèce protégée n'a été identifiée dans la portion de haie devant être détruite, une demande de dérogation relative aux espèces protégées aurait pu contribuer à conforter l'assise juridique du projet. Il est attendu certaines précisions avant l'enquête publique pour certaines espèces.

Le pétitionnaire a fait un choix fort de passer outre les avis de la DREAL, de l'OFB, de la DDTM au sujet des espèces protégées:

- protection de l'habitat
- perturbation intentionnelle.
- probable destruction de specimen (pour mémoire, les recensements datent de 3 à 4 ans et mériteraient une mise à jour régulière pour un suivi de qualité).

Le pétitionnaire devrait avoir conscience que l'extinction de masse des espèces animales est bien plus rapide que prévu. Le WWF dans son dernier rapport explique qu': « *Au cours des cinquante dernières années (1970-2020), la taille moyenne des populations d'animaux sauvages suivies a diminué de 73 %, comme le montre l'Indice Planète Vivante (IPV) »* <https://www.wwf.fr/sites/default/files/doc-2024-10/Rapport%20Planete%20Vivante%202024%20-%20WWF%20France.pdf>

Le pétitionnaire ne devrait pas négliger son impact sur les espèces protégées comme tend à le faire la société mandaté par GSM. D'ailleurs, je soulève une question au sujet de ce genre d'étude : le lien fort, liant le pétitionnaire et la société évaluant l'impact est-il compatible avec les enjeux visés ? Je prends pour exemple une autorisation environnementale et dérogation espèces protégées sur un projet dans le sud que je connais bien : une cinquantaine d'espèces protégées ont été recensé par le pétitionnaire. Au final, ce sont plus d'une centaine d'espèces protégées qui ont été inscrites dans l'arrêté grâce au travail de naturalistes amateurs compensant une faible présence de la part de la société qui devait réaliser cet inventaire.

J'émet des doutes sur la qualité du travail de fond sur le recensement car les espèces protégées ne sont pas présentes uniquement pendant quelques sorties sur site dans l'année mais toute l'année. Ceci mériterait de nombreuses campagnes d'observations que le pétitionnaire n'est pas près à financer tant le risque est grand de voir son projet compromis. La société évaluant l'impact est-elle prête à compromettre le projet du pétitionnaire qui la rémunère ?

Pour toutes ces raison je suis contre l'extension et le renouvellement de ce projet de carrière tant l'impact sur la faune et la flore est sous-estimé par le pétitionnaire et nécessite une demande de dérogation espèces protégées.

Sylvain Plunian